

La pollution à la croisée des revendications sociales et territoriales : se mobiliser face aux nuisances environnementales en Tunisie post-2011

Diane Robert



Doctorante à
l'Université Paris-1
Panthéon-Sorbonne
École doctorale de
géographie de Paris.

diane-robert@live.fr

Depuis fin 2016, je réalise une thèse en géographie, sous la direction d'Alia Gana, qui porte sur des conflits sociaux liés aux nuisances environnementales dans la Tunisie post-2011. Ce travail de recherche, pour lequel je bénéficie d'un contrat doctoral au sein du projet ERC Tarica (2017-2020), se focalise sur des mobilisations qui se déploient dans des territoires où l'économie est structurée par l'activité industrielle. Il vise ainsi à interroger les manières dont elles conduisent à des remises en cause des modèles de développement.

Since the end of 2016, I have been working on a thesis in geography, under the supervision of Alia Gana, on social conflicts linked to environmental nuisances in post-2011 Tunisia. This research work, for which I benefit from a doctoral contract within the ERC Tarica project (2017-2020), focuses on the mobilizations that are taking place in territories

where the economy is structured by industrial activity. It aims then to question the ways in which they lead to the questioning of development models.

أنجز، منذ اواخر سنة 2016، أطروحة دكتوراه في الجغرافيا، تحت إدارة علياء غانة، حول النزاعات الإجتماعية المتعلقة بالأضرار البيئية في تونس ما بعد 2011. يركز هذا العمل البحثي، الذي اتمتع في اطاره بعقد دكتوراه داخل المشروع ERC Tarica (2017 - 2020)، على التحركات التي تحدث في مناطق يكون فيها الإقتصاد مهيكلاً بالنشاط الصناعي. و هكذا يهدف إلى مساءلة الطرق التي تجعلها تقوض أنماط تنمية.

Le projet de thèse s'inscrit dans un contexte où les questions sociales et territoriales soulevées avec acuité lors du moment révolutionnaire de 2010-2011 n'ont pas été résolues par la « transition démocratique », et où la conflictualité sociale reste vive, sur fond de difficultés économiques, de mise en place de réformes institutionnelles et d'une intervention accrue du secteur privé et d'acteurs internationaux. Une partie de cette conflictualité a trait à des enjeux environnementaux : dégradation des milieux, accès aux ressources, prégnance de problèmes de santé liés à des nuisances, atteintes au cadre de vie, aux sources de revenus, *etc.*

Photo 1 : Visite de militants français pour la justice climatique à Gabès dans le cadre de l'Odyssee des alternatives Ibn Battûta, 29 octobre 2016



© Diane Robert.

Portées par des « engagements en faveur du proche » (Dechézelles, Olive, 2019), ces mobilisations pointent un accès aux ressources spatialement différencié et une distribution inégale des nuisances environnementales. Elles mettent ainsi en cause les inégalités entre les régions, l'asymétrie sociale et spatiale de l'État (Hibou, 2015), mais aussi des disparités à une échelle plus locale, au niveau de la région ou de la ville (Daoud, 2011), conduisant certains acteurs à questionner l'orientation des politiques publiques et les modalités de développement local. En mêlant enjeux environnementaux et conditions de vie, en centrant la focale sur les nuisances de l'industrie, les enjeux de distribution et les faillites de la gestion étatique des ressources, les mobilisations opèrent des déplacements par rapport aux approches de l'environnement en Tunisie mises en avant sous Ben Ali, très liées à l'enjeu de conservation. *Via* la ratification des protocoles issus du Sommet de Rio en 1992 et la création progressive de ministères et agences dédiés à l'environnement, celles-ci constituaient une vitrine du régime

auprès des bailleurs de fonds internationaux (Gardin, 2004 ; Gafsi, 2010 ; Verdeil, 2011). Si les préoccupations environnementales qui sous-tendent les mobilisations ne sont pas nouvelles, leur expression est facilitée par le changement de régime.

Une approche des conflits environnementaux par la pluralité des acteurs

Je cherche à approcher les conflits environnementaux en Tunisie sans souscrire aux théories post-matérialistes ou à la thèse des « nouveaux mouvements sociaux » qui font de l'environnement une préoccupation des classes moyennes supérieures pour la protection de la nature ayant émergé dans les années 1970 dans les pays du Nord (Inglehart, 1990), ni postuler que les luttes tunisiennes se cantonnent à des enjeux de subsistance. Il s'agit plutôt d'examiner la pluralité d'acteurs qui s'y impliquent, qu'ils se réclament ou non de l'écologisme, leurs motivations, les répertoires d'actions qu'ils

adoptent, les manières dont se forgent leurs discours et les cadrages de leurs revendications. Notons bien qu'il ne s'agit pas d'une opposition binaire entre État et protestataires : des tensions entre revendications et modes de lutte émergent au sein des dynamiques de mobilisation qui ravivent des « trames conflictuelles du territoire » (Beuret, Cadoret, 2014). Ce travail se rapproche ainsi de certains travaux du courant de la *political ecology* par l'attention portée aux dynamiques conflictuelles, aux acteurs et intérêts qu'ils défendent ainsi qu'à l'articulation de différents niveaux d'échelles. Il emprunte également à la théorie des mouvements sociaux.

L'entrée par le local, grâce à l'étude de cas de mobilisations au sein de territoires plus ou moins délimités, permet d'observer les interventions d'acteurs positionnés à d'autres niveaux d'action. Mon travail vise, par exemple, à observer les circulations transnationales qui se développent autour de la question environnementale et affectent les cadrages des mobilisations locales. Des thèmes comme l'écocitoyenneté ou le développement durable sont mis en avant dans un certain nombre de programmes de coopération internationale ou de projets menés par des ONGs ; des discours faisant appel aux notions de justice climatique et environnementale sont relayés lors de manifestations altermondialistes ou par des associations affiliées. Je m'intéresse donc aux manières dont s'articulent des protestations contre des nuisances environnementales à un niveau local, ancrées dans des réseaux de sociabilité quotidienne, des tissus de proximité, avec des actions associatives et militantes aux agendas et cadrages particuliers.

Photo 2 : Marche sur la mer en protestation contre la poursuite du déversement de phosphogypse, Gabès, 30 juin 2017



© Diane Robert.

Mises en cause des modèles de développement, de leur traduction spatiale et du rôle de l'État

Ce projet se focalise sur des mobilisations en réaction à des « débordements industriels » (Letté, 2012) et des nuisances d'équipements publics. Elles se déploient dans des territoires où l'activité industrielle occupe une place importante dans l'économie locale, où celle-ci est contestée non seulement pour les émissions polluantes qu'elle engendre, qui portent atteinte à la santé des riverains et à d'autres secteurs d'activité (agriculture, pêche, tourisme, *etc.*), mais aussi pour son incapacité à fournir des emplois en nombre suffisant. Je m'intéresse alors aux mises en question des modèles de développement, de leur traduction spatiale, et du rôle de l'État portées par les contestations, qui mêlent des dimensions économiques et morales et s'appuient sur des relectures des trajectoires économiques et politiques des territoires, au prisme de la marginalisation ou de la punition.

Analyser les stratégies des mobilisations en lien avec les réponses des pouvoirs publics

Suivant les ressources dont ils disposent, les groupes d'acteurs composant les mobilisations recourent à des stratégies différenciées. Certains s'emploient à investir les réseaux élitaires, politiques et économiques, d'autres cherchent à s'insérer dans des réseaux de mobilisation au niveau national voire transnational et à médiatiser la « cause », d'autres encore misent sur l'exercice de pressions pour l'arrêt de la production industrielle en organisant des blocages, des *sit-in*, s'exposant davantage à la répression policière. Je cherche à mettre ces stratégies en perspective avec les réponses en termes d'action publique, dans un contexte de contraintes liées aux directives des bailleurs de fonds internationaux et de transformations politico-institutionnelles comme la décentralisation. Ces réponses prennent la forme de mesures visant à « acheter la paix sociale »,

comme la création de sociétés pour fournir des emplois aux protestataires, d'arrangements visant à sécuriser les flux de manière à éviter les blocages, mais aussi de projets de délocalisation des sites industriels et donc des nuisances environnementales vers des territoires où le potentiel contestataire est estimé moindre. Il s'agit, par exemple, d'observer les processus à l'œuvre dans la relégation des nuisances industrielles des centres urbains vers les périphéries.

Méthodologie et choix de terrain

Mon premier choix de terrain s'est orienté vers l'agglomération de Gabès, où l'activité de transformation des minerais phosphatés en acide phosphorique et en engrais a suscité des mobilisations vives et répétées depuis 2011, mettant en cause les fortes nuisances environnementales engendrées ainsi que le fort taux de chômage. La contestation s'est davantage étendue à la région avec les annonces de projet de stockage de déchets à Oudhreh et de délocalisation du site de production industrielle vers Menzel Habib qui ont rencontré de fortes oppositions. Le dispositif d'enquêtes combine des sessions d'observation participante, une étude de documents et la réalisation d'entretiens semi-directifs avec des membres de groupes de mobilisation diversifiés, et avec des acteurs administratifs, des responsables des industries mises en cause et des élus locaux. Ce dispositif permet d'esquisser une catégorisation fine des mobilisations et d'observer leurs dynamiques de déploiement en interaction avec les recompositions de l'action publique.

Photo 3 : Marche à destination de la zone industrielle de Gabès, dans le cadre de la campagne *Saker lemsab* (« Fermez le déversoir »), 30 juin 2017



© Diane Robert.

En complément, l'étude des cas des mobilisations contre les nuisances de l'industrie pétrogazière à Kerkennah, le mouvement pour la fermeture de la SIAPE à Sfax et la mobilisation pour la fermeture de la décharge contrôlée d'Agareb, basée plus largement sur la réalisation d'entretiens semi-directifs, permet de mettre en perspective les analyses des mobilisations

gabésiennes avec d'autres, où les configurations sont différentes, qu'il s'agisse de la composition sociale des mouvements, des délimitations public/privé dans la gestion de l'activité industrielle, des stades de déploiement de mobilisation. Il s'agit également d'étudier les circulations et mutations des dynamiques de mobilisation des centres urbains vers l'arrière-pays.

Photo 4 : Tentative de blocage du déversoir de phosphogypse dans la mer lors de la marche de Saker lemsab (« Fermez le déversoir »), Chott Salem, 30 juin 2017



© Diane Robert.

Photo 5 : Les manifestants érigent des tentes pour un sit-in sur la voie ferrée lors de la marche de Saker lemsab (« Fermez le déversoir »), Chott Salem, 30 juin 2017



© Diane Robert.

Bibliographie

- BEURET Jean-Eude, CADORET Anne, 2014, « De l'analyse des conflits à l'étude des systèmes conflictuels : l'exemple des conflits environnementaux et territoriaux dans les trois plus grands ports maritimes français (Marseille-Fos, Le Havre et Dunkerque) », *Géographie, économie, société*, vol. 16, n° 2, 207-231.
- DAOUD Abdelkarim, 2011, « La révolution tunisienne de janvier 2011 : une lecture par les déséquilibres du territoire », *EchoGéo*, « Sur le Vif », [En ligne : <http://echogeo.revues.org/12612>].
- DECHÉZELLES Stéphanie, OLIVE Maurice (dir.), 2019, *Politisation du proche. Les lieux familiers comme espaces de mobilisation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- GAFSI Henda, 2010, *Histoire de l'évolution du domaine « Environnement en Tunisie »*. (Problèmes, acquis, défis), Tunis, GTZ, Rapport final non publié.
- GARDIN Jean, 2004, *La forêt et l'État en Kroumirie : politique environnementale et contrôle social des populations rurales en Tunisie*, thèse de doctorat en géographie, sous la direction de M. Sivignon, Paris, Université Paris X-Nanterre.
- HIBOU Béatrice, 2015, « La formation asymétrique de l'État en Tunisie », in I. Bono, B. Hibou, H. Meddeb, M. Tozy (dir.), *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie*, Paris, Centre de recherches internationales, 99-149.
- INGLEHART Ronald, 1990, *Culture Shift in Advanced Industrial Societies*, Princeton, Princeton University Press.
- LETTÉ Michel, 2012, « Le tournant environnemental de la société industrielle au prisme d'une histoire des débordements et de leurs conflits », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 113, n° 1, 142-154.
- VERDEIL Éric, 2011, « Le développement urbain durable dans la Tunisie post-Ben Ali », *Rumor. Recherches urbaines au Moyen-Orient et ailleurs*, [En ligne : <https://rumor.hypotheses.org/1560>].